

2,5 milliards de personnes sont menacées par la faim et la pauvreté si leurs droits fonciers ne sont pas protégés

Les ONG demandent aux gouvernements d'agir pour la protection des populations et de la planète

Les peuples autochtones et les communautés locales protègent la moitié des terres du globe, mais n'en possèdent formellement que 10%, selon un rapport publié aujourd'hui par une alliance mondiale d'ONG.

Le rapport, intitulé « Common Ground: Securing Land Rights and Safeguarding the Earth » (Terrain d'entente : sécuriser les droits fonciers et protéger la Terre), est publié par la Coalition internationale pour l'accès à la terre (International Land Coalition, ILC), Oxfam et l'Initiative des droits et ressources (Rights and Ressources Initiative, RRI). Aux côtés de plus de 300 organisations et communautés du monde entier, ils ont lancé la campagne *Land Rights Now* (Des droits fonciers pour maintenant), qui appelle au doublement de la surface des terres appartenant aux communautés d'ici 2020.

« Des milliards de personnes à travers le monde dépendent de leurs terres pour vivre », explique Mike Taylor, le directeur d'ILC, « si nous ne nous battons pas pour sécuriser ce droit humain essentiel, nous leur tournons le dos, à eux, ainsi qu'à leurs cultures et à l'environnement. Les vies de ceux qui dépendent des terres communautaires pour se loger et vivre sont en jeu. »

Le rapport et la campagne *Land Rights Now* mettent en lumière la vie des populations dont les moyens de subsistance et l'identité culturelle dépendent des terres.

Mansa Ram, chef de file d'une communauté de Udaipur, en Inde, où les terres sont menacées, explique : « Ces terres sont nos moyens de subsistance. De ces terres, nous tirons des ressources. Les terres nous appartenaient, l'eau nous appartenait. Grâce à elles, nous parvenions à vivre. Quand nous avons des terres collectives, nous nous sentions libres. »

« Oxfam est aux côtés des 2,5 milliards de personnes dans le monde qui dépendent des terres communautaires pour leurs moyens de subsistance, leur sécurité et leur identité culturelle », affirme Winnie Byanyima, directrice exécutive d'Oxfam International. « Nous demandons à ce que les droits fonciers autochtones et communautaires soient sécurisés une fois pour toute : cette lutte relève autant du combat contre la pauvreté, que de l'engagement contre l'injustice et les inégalités, et de la promotion des droits des femmes. »

Le rapport détaille les raisons pour lesquelles les droits fonciers sont nécessaires :

- **Combat contre la pauvreté et la faim** : 90% des terres rurales d'Afrique ne sont pas enregistrées, laissant les communautés rurales vulnérables face à l'accaparement des terres. L'absence de droits fonciers est directement liée au fort taux de pauvreté du continent, où près de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour.
- **Promouvoir l'égalité des sexes** : Les Tanzaniennes bénéficiant de droits fonciers sûrs ont des revenus trois fois plus élevés que les autres ; en Inde, les droits fonciers sûrs sont

associés à une baisse générale de la violence, allant jusqu'à une division par huit de la violence domestique.

- **Affronter le changement climatique** : Les forêts et les pâturages possédés de façon collective sont mieux protégés et entretenus que les terres gouvernementales. Les territoires autochtones non reconnus du bassin amazonien, de la région mésoaméricaine, de la République démocratique du Congo et d'Indonésie abritent l'équivalent carbone de près d'une fois et demie les émissions mondiales en 2015. Sans protection légale, ces écosystèmes sont menacés de disparition, d'autant que le réchauffement climatique pourrait bien dépasser les 2 degrés, entraînant diverses catastrophes comme des vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes et inondations.
- **Prévenir les conflits avec l'aide des entreprises** : Les entreprises qui ignorent les droits fonciers communautaires peuvent se retrouver avec des projets dont les coûts sont presque 29 fois plus élevés, et risquent même de voir leurs activités suspendues ou arrêtées.

« Sécuriser les droits fonciers des populations locales constitue une victoire pour l'humanité entière », affirme Andy White, coordinateur de RRI. « Respecter ces droits est essentiel pour ces communautés qui dépendent de leurs terres ancestrales, pour les gouvernements qui se sont engagés à combattre la pauvreté, à limiter les émissions de dioxyde de carbone et à promouvoir le développement économique, pour les entreprises cherchant à limiter les risques financiers et à assurer une production stable, et pour tous les peuples voulant un monde plus stable et plus sûr. »

L'importance des droits fonciers est soulignée dans deux accords internationaux récents : les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Répondre aux besoins particuliers des populations autochtones et des communautés locales, qui représentent 2,5 milliards de personnes, est essentiel pour que soit tenu l'engagement des ODD de « ne laisser personne de côté. »

Pour marquer le lancement de cette initiative, des événements auront lieu dans le monde entier : en Italie, aux Pays-Bas, au Cameroun, au Kenya, au Sri Lanka, au Cambodge et au Pérou. Pour plus d'informations, des photos, des vidéos, et pour participer, veuillez vous rendre sur www.landrightsnow.org.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre (International Land Coalition, ILC) est une alliance mondiale d'organisations intergouvernementales et de la société civile travaillant ensemble pour que les peuples soient au centre de la gestion des terres.

Contact presse :
Ashley Von Anrep
a.vonanrep@landcoalition.org
(0039) 0654592145
www.landcoalition.org

Oxfam est une confédération internationale de 18 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays pour construire un avenir sans injustice ni pauvreté.

L'Initiative des droits et ressources (Rights and Resources Initiative, RRI) est une coalition mondiale de 13 partenaires et plus de 150 organisations internationales, régionales et communautaires soutenant la tenure forestière, la politique et les réformes du marché.

Contact presse :
Simon Hernandez-Arthur
simon.hernandezarthur@oxfaminternational.org
+1 (585) 503 4568
www.oxfam.org

Contact presse :
Jenna DiPaolo Colley
jdipaolo@rightsandresources.org
+1 202 412 0331
www.rightsandresources.org